Séance du 16 mai 2019

Date de convocation : 10/05/2019

L'an deux mil dix-neuf, et le seize du mois de mai à 20 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Frédéric CHAPUIS, Maire.

Date d'affichage : 24/05/2019

Présents : Frédéric CHAPUIS, Ludovic BRENOT, Éric FAUCHON, Stéphanie JUPILLE, Alexandre ORMAUX.

Absents Excusés : Christophe GUICHARD ayant donné pouvoir à Ludovic BRENOT, François MAILLOT, Marie PASCAL.

Absents : Armand FALVO.

M Alexandre ORMAUX a été élu secrétaire.

2019-23

Objet : Droits de préemption urbain

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de ne pas exercer son droit de préemption sur la vente des parcelles cadastrées :
ZE 161, ZE 163, ZE 144, ZE 146, ZE 147, A 88, A 89, A 590.

2019-24

Objet : Choix des travaux de voirie

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide, sur proposition de la commission urbanisme, de réaliser les travaux de voirie suivants :

- Réparations localisées
- Rue des Pelouses
- Rue du Cordonnet
- Chemin des Foulnières
- Rue de la Laiterie

2019-25

Objet : Choix de l'entreprise pour les travaux de voirie

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de retenir l'entreprise la mieux disante pour effectuer les travaux de voirie 2019, soit l'entreprise STPI pour la somme de 36 017 € TTC

2019-26

Objet : Subvention à l'association des Bobuchots

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, considérant les subventions accordées par les communes de Boulot, Boult et Bussières, décide sur proposition du Maire, qui siège au conseil de classe, d'allouer une subvention de 500 € à l'association des Bobuchots pour financer les différentes actions engagées pour les élèves.

2019-27

Objet : Acceptation d'un chèque de la SAS TRIFER RECYCLAGE

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide d'accepter le chèque émis **la SAS TRIFER RECYCLAGE rue du Jeune Bois 25480 MISEREY SALINES**, d'un montant de 237.60 euros, correspondant à l'enlèvement de ferraille du 06 mars 2019.

2019-28

Objet : Opposition à l'encaissement des recettes des ventes de bois par l'Office National des Forêts en lieu et place de la commune

Monsieur le Maire expose :

VU l'Article 6.1 du Contrat d'Objectifs et de Performance, entre l'État, la Fédération nationale des communes forestières et l'Office National des Forêts (ONF), pour la période 2016-2020

CONSIDÉRANT le non-respect de ce Contrat d'Objectifs et de Performance sur le maintien des effectifs et le maillage territorial ;

CONSIDÉRANT l'opposition des représentants des communes forestières à l'encaissement des recettes des ventes de bois par l'Office National des Forêts en lieu et place des collectivités exprimée par le Conseil d'Administration de la Fédération nationale des communes forestières le 13 décembre 2017, réitérée lors du Conseil d'Administration de la Fédération nationale des communes forestières le 11 décembre 2018 ;

CONSIDÉRANT le budget 2019 de l'ONF qui intègre cette mesure au 1er juillet 2019, contre lequel les représentants des Communes forestières ont voté lors du Conseil d'Administration de l'ONF du 29 novembre 2018 ;

CONSIDÉRANT les conséquences pour l'activité des trésoreries susceptibles à terme de remettre en cause le maillage territorial de la DGFIP et le maintien des services publics ;

CONSIDÉRANT l'impact négatif sur la trésorerie de la commune que générerait le décalage d'encaissement de ses recettes de bois pendant plusieurs mois ;

CONSIDÉRANT que la libre administration des communes est bafouée

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

DÉCIDE de refuser l'encaissement des recettes des ventes de bois par **l'ONF** en lieu et place des services de la DGFIP

DÉCIDE d'examiner une baisse des ventes de bois et des travaux forestiers dans le budget communal 2019 et d'examiner toute action supplémentaire qu'il conviendrait de conduire jusqu'à l'abandon de ce projet

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette décision.

2019-29

Objet : Soutien de la commune au maintien du service public de l'ONF

Le conseil municipal de Chaux la Lotière, à l'unanimité, réaffirme son attachement au régime forestier mis en œuvre dans sa forêt communale par le service public de l'Office National des Forêts et s'inquiète de sa remise en cause.

Le conseil municipal déplore la diminution continue des services publics en milieu rural qui hypothèque l'avenir de nos territoires.

L'ONF a déjà subi de très nombreuses suppressions de postes et sa Direction générale aurait annoncé 1500 nouvelles suppressions dont 460 dès 2019. Pourtant le contrat d'objectif et de performances de l'ONF signé par les communes forestières et l'Etat pour la période 2016-2020 garantissait le maintien des effectifs et du maillage territorial. La filière bois que soutient l'ONF c'est 400 000 emplois principalement dans le monde rural, c'est donc un enjeu vital pour nos territoires.

A l'heure du changement climatique, la forêt nous protège et il revient à tous, Etat, collectivités, citoyens, de la protéger. Elle doit rester un atout économique, touristique et environnemental pour notre pays.

Alerté par les représentants des personnels de l'ONF sur la situation critique de leur établissement et inquiet des conséquences à venir pour la gestion de son patrimoine forestier,

Le conseil municipal soutient les personnels de l'Office National des Forêts et demande au gouvernement :

- l'arrêt des suppressions de postes de fonctionnaires et d'ouvriers forestiers à l'ONF.
- le maintien du statut de fonctionnaire assermenté pour les agents de l'ONF chargés de protéger et de gérer les forêts communales.

le maintien du régime forestier et la réaffirmation de la gestion des forêts publiques par l'ONF, au service de l'intérêt général et des générations futures

2019-30

Objet : Vente aux enchères publiques

Le conseil municipal, après présentation d'un inventaire détaillé, joint à la présente délibération et après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise le maire à procéder à une vente aux enchères publiques, **en mairie le samedi 8 juin à 8 heures**, de matériels réformés appartenant à la commune et de mobilier divers issus de la maison, sise 1 rue de Bonnevent, acquise par la commune.

Fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus
Ont signé au registre les membres présents